

REPUBLIQUE



TOGOLAISE

**78^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES**

DÉBAT GENERAL

**DECLARATION DE S.E. PROF. ROBERT DUSSEY, MINISTRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE ET DES
TOGOLAIS DE L'EXTÉRIEUR**

Vérifier au prononcé

NEW YORK, LE 21 SEPTEMBRE 2023.

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,
Distingués et chefs de délégation,
Monsieur le Secrétaire général,
Distingués délégués,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi avant tout propos, à l'occasion de la 78^e session de l'Assemblée générale de notre institution commune au nom de mon pays le Togo et de **Son Excellence Président Faure Essozimna GNASSINGBÉ**, d'adresser mes chaleureuses félicitations à **Monsieur Dennis Francis** de Trinité-et-Tobago pour son élection et son habileté dans la conduite des travaux de cette session.

Mes chaleureuses félicitations vont également non seulement à son prédécesseur **Monsieur Csaba Kőrösi** qui a présidé nos travaux l'année dernière, mais également et surtout à **Monsieur le Secrétaire général António Guterres**, qui fait du mieux qu'il peut pour redonner aux Nations Unies l'image d'une institution moderne malgré les tergiversations et la complexité du chemin vers la réforme. Je voudrais aussi présenter les condoléances et le soutien du Président de la République Faure Essozimna GNASSINGBE et du peuple Togolais aux peuples et gouvernements frères du Royaume du Maroc et de la Lybie après le séisme et les inondations dans chacun de leur pays.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Au moment où nous sommes réunis dans cette enceinte, le constat est que notre monde présente un état peu reluisant.

Il est profondément malade et son état de pathologie nous interpelle à un niveau de responsabilité aussi élevé que les Nations Unies. Nos engagements sont-ils à la hauteur de l'ampleur des défis ? Voilà la question que nous ne pouvons pas perdre de vue si notre ambition aux Nations Unies est vraiment d'améliorer l'état du monde aux fins d'octroyer

à nos peuples et à nos différents pays plus d'opportunités, de sûreté, de sécurité et d'assurance.

Le choix et la pertinence du thème qui oriente le débat général de cette 78^e session de l'Assemblée générale, savoir « **Rétablir la confiance et raviver la solidarité mondiale : accélérer l'action menée pour réaliser le Programme 2030 et ses objectifs de développement durable en faveur de la paix, de la prospérité, du progrès et de la durabilité pour tous** », traduit avec clarté et incontestablement l'état non viable, perturbé et instable du monde, mais aussi notre détermination à faire les choses en mieux. L'émergence de nouveaux foyers de tensions dans le monde doit nous interpeller.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Je viens d'un pays le Togo et d'un continent aujourd'hui très éprouvé. L'Afrique, **oh Afrique notre Afrique, Afrique des libertés, Afrique de nos Pères, oh Afrique de nos mères, tu es blessée et meurtrie**. Notre continent l'Afrique fait face à une vulnérabilité multisectorielle : vulnérabilité due au faible niveau de développement, vulnérabilité face aux crises sanitaires de grande envergure, vulnérabilité due aux effets du changement climatique, vulnérabilité due à la perturbation des chaînes d'approvisionnement alimentaires mondiales, vulnérabilité due à l'envahissement de l'espace cybernétique africain par des cybercriminels et la désinformation, vulnérabilité due à la récurrence des conflits armés et à l'actualité de la guerre, vulnérabilité due à la dissémination du terrorisme international sur le continent qui menace la paix et la stabilité internationales.

Le terrorisme s'est développé de façon inquiétante sur notre continent les dernières années au Sahel, dans la région de la Corne de l'Afrique, en Afrique australe et l'Afrique risque de devenir un sanctuaire du terrorisme international et de demeurer le maillon le plus faible du système sécuritaire mondial. Nos États de la côte du Golfe de Guinée longtemps épargnés ont commencé par payer un lourd tribut au terrorisme.

Aussi, pour répondre efficacement à la menace terroriste, le Togo a-t-il pris des mesures innovantes et multisectorielles contenues dans son document

de stratégie de lutte contre l'extrémisme violent adopté le 05 juillet 2022. Cette stratégie permet de concilier les approches sécuritaires et de développement en alliant à la fois des mesures opérationnelles et légales et des mesures plus souples et plus endogènes. Elle prend en compte le programme d'urgence pour la région des savanes, dont le budget global est évalué à 324 .527.400 USD pour la réalisation de divers projets à l'horizon 2025, dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, de la santé, des infrastructures, de l'éducation et de l'agriculture.

C'est ici le lieu d'exprimer la reconnaissance du gouvernement à l'endroit de tous les partenaires du Togo dans la lutte contre le terrorisme et souhaiter un renforcement constant des différents partenariats pour venir à bout de la nébuleuse terroriste.

Face aux nombreuses situations de vulnérabilité et crises qui frappent l'Afrique et qui n'épargnent fondamentalement aucun pays du continent, le gouvernement togolais œuvre, au plan national, à faire progresser l'agenda de développement à travers une ambitieuse Feuille de route 2020-2025.

Le Togo a réalisé un ensemble de projets prioritaires aux retombées économiquement, socialement et structurellement épanouissantes pour nos populations. La santé à travers la mise en place d'une Couverture Santé Universelle, la souveraineté alimentaire, l'inclusion socioéconomique et le travail décent pour l'épanouissement de tous et une prospérité partagée restent les chantiers prioritaires de l'action gouvernementale.

**Monsieur le président,
Mesdames et messieurs,**

Les efforts du Gouvernement visant à faire du Togo un pays ouvert au monde se poursuivent. Il nous tient à cœur de renforcer la stabilité économique, sociale et démocratique qui concourent à l'attrait des investisseurs et qui garantissent la place du Togo en tant que destination privilégiée.

Les actions multiformes que nous menons s'arriment aux engagements onusiens et africains des agendas 2030 et 2063 et s'inscrivent dans la quête

commune d'un développement durable partagé par tous les membres des nations unies.

Dans ce programme, une place de choix est accordée à la protection et à la préservation de l'environnement. Il s'agit là de la traduction dans les faits de la détermination du Togo à s'unir à l'effort international en matière de lutte contre les effets néfastes des changements climatiques.

Ainsi, pour gérer et protéger durablement les écosystèmes marins et côtiers, le gouvernement togolais a axé ses priorités, d'une part, sur la gestion et la protection durable des écosystèmes marins et côtiers, la réglementation de la pêche, la réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens aux phénomènes climatiques extrêmes et, d'autre part, sur la lutte contre la pêche illicite non déclarée et non réglementée et la promotion de l'économie bleue.

En matière de protection durable de l'environnement marin et côtier, le Togo a mis en place un programme régional de gestion intégrée du littoral et de lutte contre l'érosion côtière. Le Togo ambitionne d'assurer la protection de 90% de ses côtes à l'horizon 2025.

Enfin, dans le cadre de la préservation et de la restauration des écosystèmes et la lutte contre la désertification, le Togo a lancé un important programme national de reboisement d'un milliard d'arbres à l'horizon 2030, interdit l'importation, la commercialisation et l'utilisation du glyphosate et de tous produits le contenant ainsi que la promotion de l'utilisation des biopesticides et biofertilisants dans le pays.

Dans le domaine des énergies renouvelables, des partenariats stratégiques et diversifiés ont été noués pour la fourniture des services fiables modernes et à moindre coût en milieu rural. Ainsi, le fonds d'accès à l'électricité pour tous dénommé « fonds Tinga » a été créé avec pour ambition de permettre au Togo de garantir, à l'horizon 2030, un accès universel à des services énergétiques fiables, durables, modernes et à un coût abordable.

A travers le projet Cizo, des kits d'énergie solaire sont fournis aux populations rurales vulnérables sur toute l'étendue du territoire nationale, tandis que le Gouvernement poursuit inlassablement l'installation de centrales photovoltaïques et de mini centrales solaires, contribuant ainsi au renforcement de la part contributive de l'énergie renouvelable dans la politique de gestion énergétique du Togo.

Monsieur le Président

Ainsi, nous tenons à saluer les engagements pris et annonces faites lors de la CoP 27, notamment la création d'un fonds spécifique sur le financement des pertes et préjudices au profit des pays vulnérables durement touchés par les catastrophes climatiques. Il s'agit d'une avancée majeure dans le cadre de la justice climatique tant exigée par les pays en développement. Toutefois, beaucoup d'efforts doivent être consentis en ce qui concerne la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'utilisation des énergies fossiles, entre autres.

A cet égard, nous formons le vœu que la CoP 28, prévue à Dubaï en novembre de cette année, nous permette de constater des évolutions significatives dans la mise en œuvre des engagements que nous nous sommes donnés. Le sommet sur l'ambition climatique, tenu ce 20 septembre 2023, est donc venu à point nommé pour témoigner de l'existence d'une volonté réelle d'accélérer la mise en œuvre d'une transition juste vers un monde équitable et plus résilient aux changements climatiques.

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,**

Dans un environnement continental aux défis pléthoriques et caractérisé par l'expansion du terrorisme international et l'émergence de nouvelles zones de tension, l'Afrique cherche sa propre voie et le Togo soutient les efforts de paix en Afrique. Le terrorisme et l'instabilité en Afrique est un problème de sécurité internationale et ils doivent être traités comme tels par les Nations Unies. Notre région ouest-africaine où plusieurs États sont en transition dans un contexte sécuritaire volatile doit être soutenue dans un élan de solidarité active.

Nous devons investir plus dans la paix que nous n'investissons dans la guerre. Si les protagonistes des différents conflits dans le monde nous écoutent, je voudrais leur dire que la guerre est une négation de la dignité de la personne humaine. Emmanuel Kant ce grand philosophe des lumières disait : Si les décideurs de la guerre pouvaient envoyer leurs propres enfants au front, jamais il y aurait la guerre. Le Togo est un pays de paix et le Togo s'oppose à la guerre quelque soit ses raisons. Depuis notre indépendance le 27/04/1960 :

-Jamais le Togo a fait la guerre à ses voisins

-Jamais le Togo a agressé ses voisins ou un quelconque pays

-Jamais le Togo a servi de base arrière pour une quelconque agression contre un pays frère.

Le Togo est un pays de paix. La paix est dans l'ADN du peuple togolais. Le Togo a toujours été un pays de médiation qui favorise le dialogue, la négociation et l'entente entre les peuples et les gouvernements. Le 06 janvier passé 49 soldats ivoiriens ont été libérés grâce à la médiation du Président de la République Faure Essozimna GNASSINGBE mettant fin à la tension entre les gouvernements de Côte d'Ivoire et du Mali. Le Togo a accueilli sur sa terre les différents pourparlers de paix sur le Tchad (1982), la Sierra Léone (1991), le Libéria, la Cote d'Ivoire (2000) etc ...Nous appelons à la désescalade et à la cessation des hostilités dans les différents foyers de tension dans le monde et en particulier en Afrique de l'Ouest. L'Afrique a trop souffert de la guerre et un minimum de sens de responsabilité doit nous convaincre à investir dans la prévention et la résolution pacifique des conflits. « La mauvaise chose de la guerre, dit Emmanuel Kant, c'est qu'elle fait plus de méchants qu'elle n'en peut emporter »

Les ingérences extérieures sont conflictogènes et facteurs de crise en Afrique. Elles complexifient généralement la recherche de solutions à nos crises et fragilisent les initiatives de solutions africaines aux crises africaines. Elles ne sont plus les bienvenues dans une Afrique qui a conscience de ses propres responsabilités dans la résolution de ses problèmes de paix, de sécurité et de développement. L'Afrique ne veut plus des ingérences extérieures, l'Afrique veut rester elle-même et maître de son destin.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Sur le continent africain depuis quelques mois, le Soudan, pays frère, est affecté par un conflit armé qui suscite beaucoup d'inquiétudes. Conscient de l'importance de la paix et de la sécurité pour un développement durable et inclusif, le Togo, qui en a fait des axes principaux de sa politique de développement, a abrité, sous l'égide du Président de la République Faure

Essozimna GNASSINGBE, en juillet 2023, à Lomé, un dialogue consultatif et de concertation entre les leaders politiques et militaires du Darfour, en vue d'apporter sa contribution à la résolution du conflit soudanais.

Ces consultations ont permis d'obtenir un compromis pour mettre fin aux violences et créer un couloir humanitaire. Afin de parvenir à une pleine exécution des engagements pris à Lomé pour ainsi soulager la souffrance des populations civiles, Nous exhortons les parties soudanaises au conflit à privilégier la voie du dialogue et la concertation pour un règlement rapide des différends dans l'intérêt supérieur du Soudan.

Nous avons l'espoir que la démarche togolaise, qui vient en appui à d'autres initiatives, contribuera à mettre un terme à ce conflit qui, curieusement, ne bénéficie pas de l'attention dont elle devrait faire l'objet de la part de la communauté internationale.

Ces derniers temps sont tout aussi marqués, en Afrique de l'Ouest et au Sahel, par des dévolutions inconstitutionnelles du pouvoir avec l'instauration de régimes de transition dont la réapparition, au-delà des interrogations qu'elles suscitent, nous font obligation de repenser nos systèmes de gouvernance.

Ces questions et bien d'autres seront examinées à l'occasion du « Lomé Peace and Security Forum » dont la première édition est prévue les **21 et 22 octobre 2023**, sous le thème du renforcement des transitions vers la gouvernance démocratique en Afrique. L'objectif est d'examiner comment développer des stratégies visant à relever les défis des transitions politiques de manière coordonnée, pertinente et efficace.

Face aux crises politiques et sécuritaires qui transforment l'Afrique, il est plus que nécessaire d'adopter une posture d'adaptation. C'est dans cette logique que le Togo et certains pays ont décidé, à Lomé en mai 2023, de créer l'alliance politique africaine (APA) qui se veut un cadre de concertation, de dialogue politique et d'actions communes fondé sur les liens historiques de fraternité et les principes d'égalité souveraine des Etats, d'indépendance, d'interdépendance et d'unité d'actions.

Pour ce qui est de la réforme du conseil de sécurité des Nations Unies je ne vais plus revenir dessus. L'Afrique ne peut plus rester en marge de l'instance à laquelle il revient d'assurer la paix et la sécurité internationales. Le Conseil de sécurité ne peut plus demeurer une simple affaire des vainqueurs et leurs alliés du deuxième conflit mondial. Rien ne peut plus justifier le maintien du

statut quo. La structuration idéologique et institutionnelle du monde d'après-guerre est désormais obsolète.

Le statu quo ne peut plus continuer.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes à une nouvelle ère des relations de l'Afrique et du Sud global avec le monde et l'Afrique n'entend plus dans la nouvelle dynamique restée dans l'ombre d'une quelconque grande puissance. Le temps où d'autres entités prétendaient parler au nom d'une Afrique qu'elles n'écoutent même pas ici aux Nations Unies et sur la scène internationale est révolu. Les partenaires de l'Afrique, nouveaux ou anciens, qui hésitent encore à accepter la nouvelle trajectoire prise par l'Afrique dans le processus d'évolution historique doivent changer d'attitude, d'approche dans une Afrique qui a profondément changé.

Ces dernières décennies, notre monde a subi de grandes révolutions silencieuses dont la signification profonde réside dans le renouveau qualitatif qu'elles induisent dans les relations entre les Nations et qui les accompagne dans l'Histoire. **La réalité du monde, c'est qu'il n'a plus de centres de gravité monopolistique. Le centre du monde est désormais ici et nulle part ailleurs.**

En tout état de cause, ce qui est clair et que je voudrais rappeler ici, c'est que l'Afrique regarde désormais ses relations aux grandes puissances par rapport à ses propres intérêts.

Last year at this platform, I told you that:

“Africa no longer wants to align itself with the great powers, whatever they may be” The role assigned to Africa in this 21st century is evocative of the image that certain powers of our continent still have: their zone of influence. We must be concerned about the place that Africa occupies on the world stage. Today, Africa does not occupy the place it should hold on the international scene.

The great powers want to reduce Africa to a purely instrumental entity in the service of their causes and obviously do not want the continent to be able to play an important role.

The fractures of the colonial era between a so-called French-speaking, Spanish speaking, Portuguese-speaking, Arabic-speaking and English-speaking Africa have diminished, as have the post-Cold War ideologies that dominated the entire second part of the 20th century. Today Africa wants to be itself, it is “Africanophone” if you allow it.

Africa expects more equality, respect, equity and justice in its relations and partnerships with the rest of the world, with the major powers, whatever they may be. Today Africans want to be true partners.

In the concert of nations, Africa must be listened to for dialogue to have meaning. The lack of listening perverts the meaning of the dialogue, which turns into a juxtaposition of monologues and biased reasons.

Africa certainly does not have the same megaphones as the great powers of the world, but the voice of Africa counts and must count if we want to have Africa as a partner on major international issues.

Moreover, Africa expects a true partnership and our allies must make an effort to accept the spirit of such a partnership. Our allies cannot always expect unconditional support from the continent. Africa wants to cooperate with its allies on the basis of its well-understood interests.

La question de la réforme de l'architecture multilatérale mondiale préoccupe l'Afrique au point qu'elle sera au cœur du 9^e Congrès Panafricain de 2024 prévu à Lomé. Pour ceux qui ne le savent pas, le temps est celui du réveil africain et du renouveau du panafricanisme. Dans l'élan panafricain, et conformément aux nobles objectifs des pères des

indépendances africaines, l'Afrique et les africains réclament et entendent porter leurs propres voix et ceci de façon souveraine, libre et indépendante sur la scène internationale.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

L'Afrique sait ce qu'elle veut. Les peuples africains et du Sud global sont frustrés car ils se sentent insultés, déshumanisés et ils se demandent :

- qui donc êtes-vous pour bafouer notre humanité ainsi ?**
- qui donc êtes-vous pour nous mépriser ainsi ?**
- qui donc êtes-vous pour nous humilier ainsi ?**

Notre organisation continentale l'Union Africaine travaille à porter au mieux l'espoir et la voix d'une Afrique souveraine, libre et indépendante sur la scène internationale, mais aussi nous y travaillons dans le cadre de l'Alliance Politique Africaine lancée à Lomé le 03 mai 2023 à l'initiative du Président de la République Faure Essozimna GNASSINGBE dont la vision est de réaliser une Afrique plus unie, forte, souveraine, paisible et audible sur la scène internationale, garantissant le bien-être de ses peuples.

Les rivalités entre les grandes puissances ne doivent pas être d'emblée celles africaines. Tout le défi, pour nous nations africaines, c'est d'éviter de prendre part à des rivalités qui ne sont pas les nôtres. Il nous faut porter nos propres combats qui sont, entre autres la lutte contre le néocolonialisme, la lutte contre la pauvreté, l'industrialisation du continent et la prospérité économique, le combat pour la paix, la lutte contre la désafricanisation de l'Afrique et pour la renaissance africaine et la dignité, la lutte pour nous libérer définitivement de toute subordination étrangère, l'engagement pour une meilleure représentativité de notre continent dans le concert des nations et des continents. Nos combats ne sont ni ceux de l'Ouest ni ceux de l'Est, encore moins ceux d'un quelconque bord ou partie du monde. Nous devons nous concentrer sur nos combats actuels et à venir.

La politique internationale ne saurait être réduite à un champ caporalisé où l'on soit obligé de prendre position en faveur d'un camp contre un autre. Nous voulons un système international réformé fondé sur des valeurs et des principes que respecte tout le monde et respectueux du droit des peuples à se positionner librement selon leur convenance sur la scène internationale. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes implique le droit de chaque État à se comporter comme il veut sur la scène internationale dans les limites du respect de ses engagements internationaux.

Sur les grands défis transnationaux de notre siècle comme le changement climatique et la lutte contre le terrorisme international, nos vues peuvent rencontrer celles des autres, mais elles doivent demeurer nos vues profondément réfléchies et arrêtées conformément à nos agendas propres. Il n'est plus question pour l'Afrique que nous voulons et portons de jouer des rôles de second plan dans la dynamique d'évolution du monde. L'Afrique dont je vous parle n'est plus prête à accepter la propension de certains pays à faire de leurs préoccupations d'ordre géostratégique celles des africains.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Au demeurant, les défis de notre monde sont grands et les nouvelles orientations africaines en matière de relations extérieures obéissent à la dynamique d'un renouveau et d'un changement de paradigme. Le temps est celui du réveil africain et panafricain où notre continent a repris conscience de lui-même et de ses responsabilités internes et à l'égard du reste du monde. L'Afrique a besoin d'un partenariat respectueux de la stricte dignité de chacun. Nous voulons être vos partenaires et non vos sujets. Nous voulons servir nos peuples et non servir des intérêts étrangers.

Cette nouvelle dynamique n'est dirigée contre personne. Elle est l'expression d'une Afrique nouvelle, d'une Afrique africaine, africanophone, celle qui se veut libre, souveraine, indépendante, maître d'elle-même.

En somme pour la jeunesse africaine,

-Nous sommes fatigués par votre paternalisme.

-Nous sommes fatigués par votre mépris de nos opinions publiques ; votre mépris de nos populations et de nos dirigeants.

-Nous sommes fatigués par votre condescendance.

-Nous sommes fatigués par votre arrogance.

-Nous sommes fatigués, nous sommes fatigués, nous sommes fatigués.

Travaillons ensemble dans un respect mutuel pour un avenir radieux pour l'Afrique et le monde.

Je vous remercie pour votre attention.